

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT	P. 2
DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ	P. 3
BILAN DES ACTIVITÉS	P. 4
RÉSULTATS FINANCIERS	P. 6
BILAN SOCIAL	P. 9
MANAGEMENT, QUALITÉ ET COMMUNICATION	P. 11
PERSPECTIVES 2002	P. 13
ETATS COMPTABLES	P. 14
ETATS FINANCIERS	P. 16
ETAT ANNEXÉ	P. 22

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Madame, Monsieur et cher Actionnaire,

La Côte d'Ivoire a été confrontée à de nombreux problèmes de gestion politique, sociale et économique. Le contexte difficile s'est traduit en 2001, entre autres, par une baisse importante des activités de notre secteur et du secteur des services et de l'industrie.

Dans cet environnement, notre entreprise a surtout été marquée au plan externe par :

- un redressement fiscal sur les trois dernières années ;*
- un audit du Fonds de Développement de l'Eau effectué par l'Inspection des Finances ;*
- les dispositions de la Loi de Finances 2001 dont l'impact en terme de charges représente environ 900 millions en année pleine ;*
- un nouveau tarif de l'eau négocié pour lequel nous attendons toujours le décret d'application ;*
- une hausse de 13% du tarif de l'électricité depuis août 2001.*

Par ailleurs, nous avons pu finaliser :

- la signature du prêt de 16 millions d'euros dans le cadre du contrat d'Assainissement de la ville d'Abidjan,*
- un protocole d'accord relatif à la compensation des impayés de l'Etat à hauteur de 29 milliards de FCFA.*

Au plan interne, nos actions ont surtout été orientées vers :

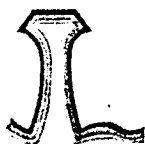
- la recherche de solutions techniques ou administratives pour stabiliser et améliorer notre ratio de facturation ;*
- le renforcement des effectifs de l'exploitation déployés en début d'année permettant d'améliorer les délais de recouvrement sur nos clients privés ;*

- enfin, une réflexion est actuellement menée sur les investissements à réaliser pour assurer la continuité du service à l'horizon 2025.

Malgré une activité peu soutenue qui justifie un résultat net dégagé bien inférieur à nos engagements, nous avons pu maintenir une mobilisation totale de nos collaborateurs et le climat social est resté serein et propice pour démarrer un nouvel exercice sur des bases plus optimistes. Cela se traduira en matière d'organisation et de management par la correction de tous les dysfonctionnements que nous avons pu relever tout au long de l'exercice. La capacité de notre personnel à s'adapter au changement permettra de maintenir la confiance que vous nous témoignez pour assurer le développement durable de notre entreprise.

Je vous remercie

Marcel ZADI KESSY
Président-Directeur Général



DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ**ORGANIGRAMME DE LA SODECI**

ZADI KESSY MARCEL	PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
DUMOULARD JEAN-PIERRE	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS
GOUETI BI TRAZIÉ	DIRECTEUR-GÉNÉRAL ADJOINT
YOBOUE DESCORD	DIRECTEUR COMMERCIAL ET CLIENTÈLE
ANGOFI JACOB	DIRECTEUR DE LA FACTURATION ET ASSISTANCE MARKETING
APIA EKRA JOSEPH	DIRECTEUR DES MOYENS GÉNÉRAUX
BAGROU GOLI	DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
TRAORE NOBILA	DIRECTEUR QUALITÉ ET MÉTHODES
AYEBOUA ODETTE	DIRECTEUR RISQUE MANAGEMENT
EBAH BASILE	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
DA CRUZ DOMINQUE	DIRECTEUR TECHNIQUE
SILUE ZAHALO	DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT
TAPE ZÉKRÉ	DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT
ESSEY KOUADIO	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
KOUASSI BROU	DIRECTEUR DU CONTRÔLE ET DES PROCÉDURES
SEM SYLVESTRE	DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE
EKANZA JOSEPH	DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE ADJOINT
DAUPHIN GEORGES	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL
GADJRO SÉRAPHIN	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL ADJOINT
COULIBALY AÏCHA	DIRECTEUR CENTRAL FINANCES COMPTABILITÉ GESTION
LAGO CHANTAL	DIRECTEUR FINANCIER
SEM ELÉONORE	DIRECTEUR COMPTABLE
FOFANA BRIHIMA	DIRECTEUR DU BUDGET
URBAN MARC	DIRECTEUR DU BUDGET ADJOINT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

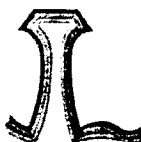
M. ZADI KESSY MARCEL	PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
-----------------------------	------------------------------------

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN	M. DUMOULARD JEAN PIERRE	M. PELISSOU MARCEL
M. BOUYGUES MARTIN	M. GABRIEL YVES	M. PETERSCHMITT LOUIS
M. BOUYGUES OLIVIER	M. KONAN CAMILLE	M. SANGARET AUGUSTE
M. DIARRA OUSMANE	M. MIREMONT AUGUSTE	M. TALBOT JEAN FRANÇOIS
M. PALFER SOLLIER DENIS		

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG TITULAIRE 01 BP 2715 ABIDJAN 01	SIGECO Co-TITULAIRE 01 BP 1328 ABIDJAN
MAZARD ET GUERARD SUPPLÉANT 01 BP 3989 ABIDJAN 01	ORIO CAROLINE SUPPLÉANT 01 BP 2715 ABIDJAN 01



BILAN DES ACTIVITÉS

PRODUCTION D'EAU

Malgré quelques difficultés d'alimentation dans certains centres comme Botro et Oumé, le renforcement du réseau primaire sur Abidjan sud d'une part et d'autre part la prise de nouveaux clients dans les centres KFW6 phase 2 ont permis d'atteindre une production de 146 millions de m³ en hausse de 4,88% par rapport à 2000. ce qui rompt avec le cycle de morosité enregistré depuis fin 1999.

La production augmente pour les centres de 2% et pour Abidjan de 6% par rapport à l'exercice. L'augmentation moyenne de 4,92% est sensiblement supérieure à nos prévisions et aura pu être réalisée grâce à l'amélioration de nos moyens de production assurant une meilleure continuité du service sur l'ensemble du territoire. Ces bons résultats sont également à mettre à l'actif du renforcement de la capacité de production du sud d'Abidjan.

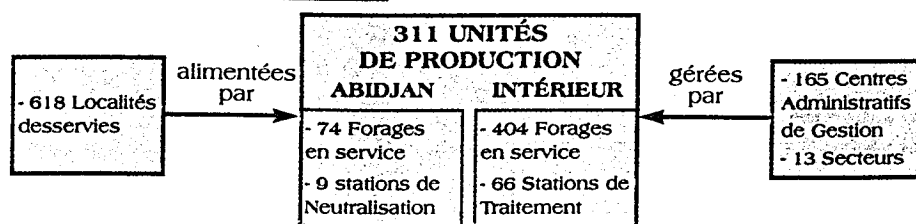
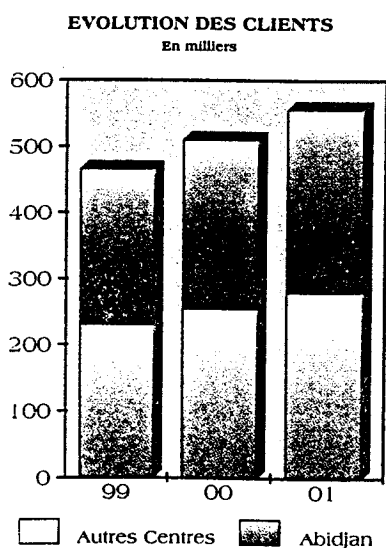
Le F/m³ est en hausse de 1,04% du fait de l'augmentation depuis août 2001 du prix de l'électricité. Le F/m³ produit de traitement est de 12,47 contre 11,78 en 2000. Au total chaque mètre cube produit nous a coûté 37,73 FCFA en 2001 contre 36,80 en 2000.

FACTURATION D'EAU

Les volumes facturés augmentent de 5,23% par rapport à 2000 suivant l'évolution de notre production et restent sensiblement conformes à nos prévisions. Par contre, malgré les moyens mis en œuvre pour améliorer le ratio de facturation et notamment la sectorisation des réseaux, les recherches de fuite et la fiabilisation de notre chaîne de facturation, le ratio global société n'a pu être amélioré que de 0,02 point nettement inférieur à notre ratio prévisionnel qui était de 0,833 et insuffisant pour corriger de façon positive la dégradation de nos consommations unitaires et le prix de vente moyen qui baisse du fait d'une tranche sociale importante.

Ci-dessous, le schéma des localités desservies actuellement par SODECI.

Localités desservies à ce jour

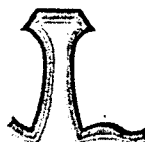


EVOLUTION DES CLIENTS

Avec un objectif global de 35 000 branchements dont 3 500 ordinaires, nous avons réalisé au 31 décembre 2001, 36 692 branchements soit 5% de plus que nos prévisions.

Le nombre de clients à la fin de l'année atteint les 557 000 en progression de 9% par rapport à l'exercice précédent.

Ces bons résultats sont à mettre sur le compte des campagnes promotionnelles de branchements qui ont été maintenues tout au long de l'année.



TRAVAUX ET SERVICES

Si l'année 2000 avait enregistré un ralentissement des travaux, l'année 2001 enregistre une baisse de 37% de cette activité.

Tout d'abord, les travaux d'entreprise ont été très faibles (181 millions sur 2001) du fait du gel des financements extérieurs depuis les événements de décembre 1999. Ensuite et compte tenu de la trésorerie négative du Fonds de Développement, nous n'avons pu réaliser que six projets en 2001 et deux nouveaux forages respectivement à Riviera Nord et Niangon.

Les branchements subventionnés représentent 51% de l'utilisation des ressources du fonds. Les nouvelles localités ainsi que les extensions de réseau sont nettement en baisse par rapport à l'an 2000 au profit du renforcement de la production et des autres travaux.

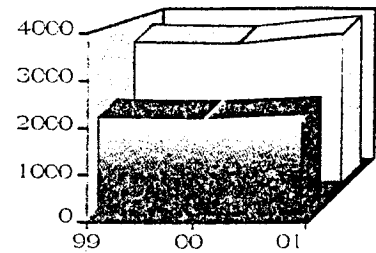
Les prestations d'assainissement sur le contrat d'affermage restent au même niveau que sur l'exercice 2000. Grâce aux ressources générées par la contribution assainissement, nous avons pu réaliser près de 900 millions de travaux bien nettement au dessus des travaux réalisés au cours de l'exercice 2000. Ce niveau d'activité devrait se poursuivre. Les travaux de mise à niveau de la ville d'Abidjan financés par le prêt AFD ont démarré effectivement par l'étude environnementale. Ces bons résultats en termes d'activités ont été obtenus grâce à la nouvelle organisation mise en place dans le courant de l'exercice avec la création de deux Directions Régionales l'une au Sud et l'autre au Nord.

Les activités d'assainissement s'articulent autour du contrat d'affermage et de petits contrats de prestations de service chez les particuliers. Dans ce domaine, la concurrence est de plus en plus forte. Pour l'entretien des ouvrages, la pression de la clientèle s'est accrue (96% des interventions émanent des privés).

Curage réalisé en mètre linéaire

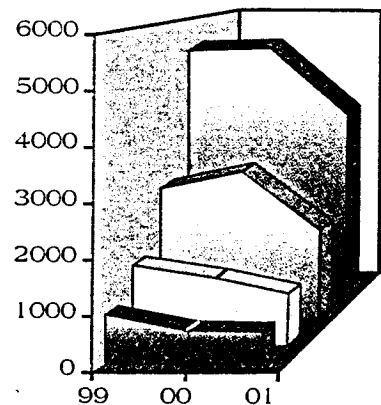
CUBAGE	1998	1999	2000	2001
Curage eaux usées - eaux pluviales ml enterrées et à ciel ouvert	332 825	338 357	727 147	551 581
Désobstruction de canalisation U	1 097	491	432	854
Désobstruction de branchement U	26	0	0	0
Débouchage regard U	34	9 568	32 210	21 878
Débouchage avaloir U	772	657	1 529	1 318

TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION
En millions de F CFA



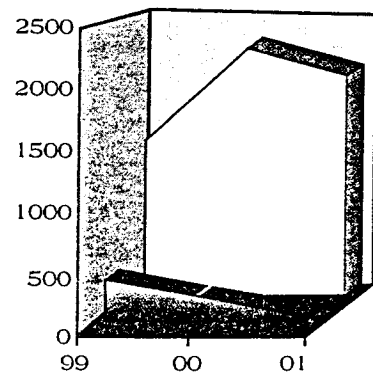
- Travaux liés à l'exploitation et Accessoires
- dont Branchements Subventionnés

TRAVAUX D'ENTREPRISE
En millions de F CFA

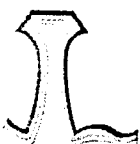


- Production Immobilisée
- Travaux d'Entreprise
- dont Travaux de Renouvellement
- dont Travaux Neufs

ASSAINISSEMENT
En millions de F CFA



- Contrat
- Autres Branchements



RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2001

LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat net social de l'entreprise arrêté à 548 millions après impôts est inférieur de 42% à nos dernières prévisions et de 60% à l'exercice précédent. Concernant l'eau, la production 2001 est en progression de 5% par rapport à l'exercice 2000 et légèrement supérieure à notre dernière prévision. En regard, les volumes facturés progressent de 5.2% par rapport à 2000 et restent conformes à l'actualisation 2001.

Le ratio de facturation ressort à 0,825 contre 0,823 sur l'exercice précédent mais reste inférieur à nos objectifs. Le ratio de facturation n'a pas retrouvé son niveau des années 1996 où il s'affichait à 0,847. En 5 ans, nous avons perdu 2,2 points sur le ratio soit environ en valeur 500 millions de FCFA. Une politique de recherche des origines de la baisse du ratio de facturation est en cours d'élaboration notamment avec la sectorisation de la ville d'Abidjan et la réhabilitation des stations de production.

Le chiffre d'affaires subit l'augmentation des abonnés de la tranche sociale impactant à la baisse le prix moyen de 0,3 FCFA par m³ sur Abidjan et de 1,8 FCFA pour les centres justifiant ainsi le niveau de vente inférieur de 200 millions de FCFA par rapport à notre dernière prévision. A fin 2001, nous avons 557 000 clients avec une répartition de 50/50 entre Abidjan et l'intérieur. Cependant les consommations de la tranche sociale augmentant (autour de 25% actuellement des consommations totales) l'évolution de nos abonnés ne se répercute pas sur notre chiffre d'affaires. Ainsi, la consommation unitaire passe à 216 m³ fin 2001 contre 268 fin 1998. La tranche administrative qui s'était stabilisée à 18% de notre facturation augmente sur 2001 de 9%.

Les activités de TLE sont toutes à la hausse avec notamment une augmentation des branchements subventionnés de 7% par rapport à la dernière prévision.

Les travaux et services vendus baissent de 9% sur 2001 par rapport à l'année précédente. Il s'agit essentiellement de la baisse des travaux d'entreprise (-23%) et des travaux sur le fonds de développement. En effet, compte tenu de l'arrêt du financement des bailleurs de fonds et du déficit de trésorerie du Fonds de développement de l'eau, SODECI n'a pu réaliser son niveau de travaux habituel. L'activité compteurs progresse de 6% par rapport à la dernière prévision.

Le total des produits s'élève à 38 345 millions de FCFA comme l'indique le graphique ci-contre pour un plan révisé de 37 436 millions de FCFA mais en légère augmentation par rapport à l'exercice 2000.

L'effet de prix lié à la renégociation de certains contrats de fournitures, l'inflation de l'ordre de 4% sur l'année, l'augmentation des coûts de l'électricité (+14%), un prix du carburant paradoxalement en hausse constante ont fortement majoré nos coûts de production de l'exercice.

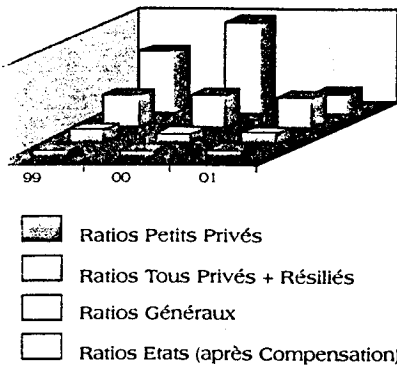
Ces augmentations ont été sous évaluées lors de la dernière prévision et ne nous ont pas permis de tenir les objectifs malgré des efforts d'économie réalisés par rapport à l'exercice 2000.

Globalement, malgré un dépassement de 5% par rapport à nos objectifs, les charges des services extérieurs se maintiennent au niveau de l'exercice 2000 à activité comparable. Cependant, dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service, de nombreux travaux sur fonds propres ont été engagés en matière de réhabilitation et rénovation de nos installations et de nos locaux.

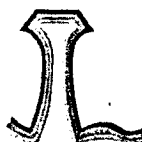
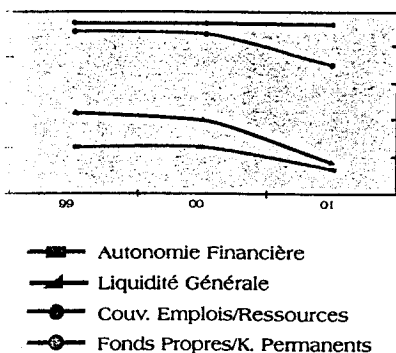
La masse salariale représente 7 809 MF CFA et augmente de 4% par rapport à l'exercice 2000 pour une progression des effectifs de 6,58%.

Le niveau des provisions pour dépréciation des clients eau et autres activités (travaux, TLE, SOCA) baisse de 228 millions compte tenu des apurements de créances effectués pour 292 millions et de la reprise des provisions sur les

EVOLUTION DES RATIOS CLIENTS
En jours



EVOLUTION DES RATIOS
DE STRUCTURES FINANCIERES



créances travaux qui entrent dans le protocole de compensation des créances. Le niveau des autres reprises a été calculé suivant nos règles (172 millions pour 2001).

Suite au contrôle fiscal dont nous avons fait l'objet sur les années 1998, 1999 et 2000, nous avons repris la totalité de nos provisions de 639 millions et nos charges à payer sur la patente et le foncier. Des provisions ont couvert le redressement qui était de 856 millions.

Compte tenu du faible niveau de la trésorerie, nous avons supporté des intérêts débiteurs non prévus au plan à hauteur de 93 MF CFA. Cependant, grâce aux intérêts moratoires facturés sur l'utilisation du fonds de développement, le résultat financier reste conforme au plan.

Le résultat HAO intègre les éléments de cession ainsi que des reprises de profits sur les exercices antérieurs. Il ressort à 218 MF CFA contre 58 MF CFA l'exercice précédent.

La valeur ajoutée ressort à 0,93 du plan révisé et perd 10% par rapport à l'exercice 2000 témoignant d'une baisse importante de notre rentabilité d'exploitation due essentiellement aux augmentations de prix sur nos coûts directs et la non application du nouveau tarif.

Après affectation des charges de personnel l'EBE baisse de 31% par rapport à l'exercice 2000. Notre résultat d'exploitation s'affiche ainsi à 15% de nos dernières prévisions (155 MF CFA) contre 1854 MF CFA en 2000.

LE BILAN

Les graphiques ci-contre présentent en grandes masses la structure financière de votre entreprise.

La compensation des impayés de l'Etat au 31 décembre 2000 avec la surtaxe non reversée a été signée en janvier 2002. Cette opération permet de solder les impayés de l'Administration à hauteur de 29 milliards et la surtaxe non reversée au 31 décembre 2000 de 18 milliards.

Nous avons reçu au cours de l'année 2001 des paiements réguliers de l'Administration à hauteur de 6,5 milliards.

En tenant compte de ces différents règlements, des factures non échues et non encore émises de la période et de la compensation, la situation des Ministères est créditrice, à valoir sur les factures de 2001.

Le niveau des créances privées reste sensiblement égal à celui de l'exercice passé avec 8,3 milliards de créances dont 0,9 milliard sont relatifs à des impayés résiliés contentieux.

Le solde net de 7,4 milliards représente des créances dites actives dont 0,8 milliard sur les clients grands comptes et 6,6 milliards sur les petits clients.

Le niveau des stocks est maintenu identique à celui de l'exercice 2000.

Les dettes financières augmentent de 784 millions du fait des avances sur consommation reçues des nouveaux clients.

La trésorerie s'est fortement dégradée depuis 2 ans passant de +7 304 millions en avril 2000 à +643 millions en décembre 2001, soit une baisse de 91%.

La dégradation de la trésorerie est due en partie au préfinancement du fonds de développement eau.

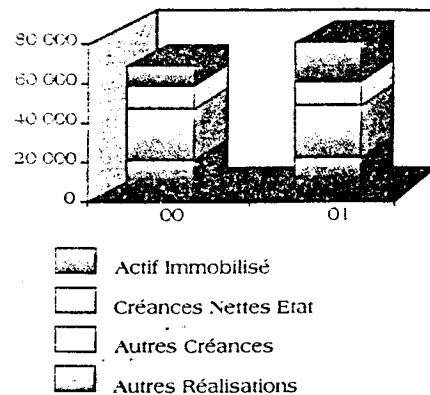
LE TABLEAU DE FINANCEMENT

La baisse du résultat sur 2001 implique la baisse de la capacité d'autofinancement de l'entreprise qui passe de 5,12 milliards en 2000 à 4,1 milliards en 2001. (ci-contre le tableau de financement comparé 2000 et 2001).

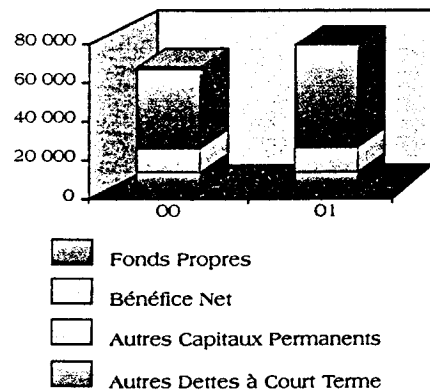
Les investissements ont été sous évalués lors de l'actualisation d'octobre du fait de retraitements intégrant une part de TVA non récupérable et de reprises d'immobilisations en cours de l'exercice précédent.

Par contre, les ressources de financement globales intègrent la variation des avances sur consommations des clients, les cessions d'immobilisations et le reliquat des emprunts tirés sur l'AFD. Ce qui nous permet de dégager

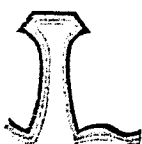
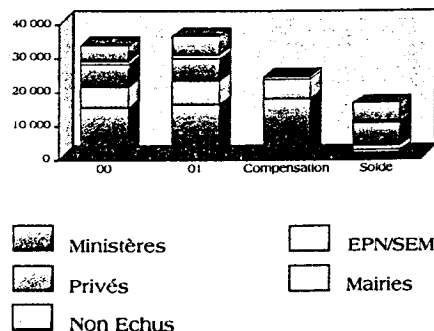
ACTIF DU BILAN
En millions de F CFA



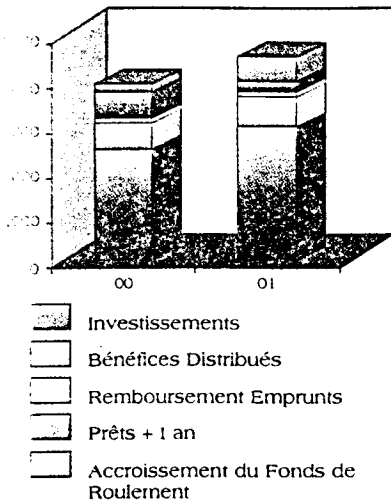
PASSIF DU BILAN
En millions de F CFA



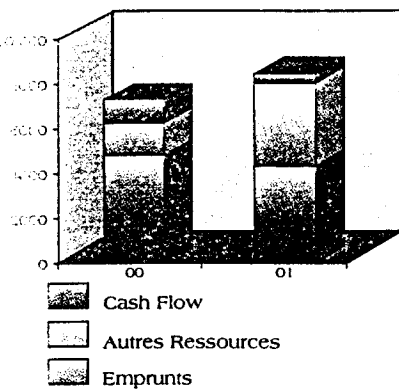
SITUATION NETTE DES CREANCES
En millions de F CFA



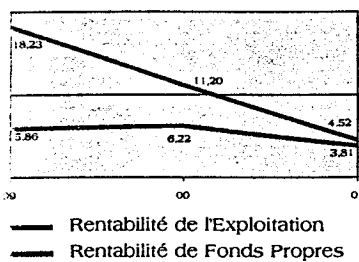
**FINANCEMENT DE L'EXERCICE
 EMPLOIS**
 En millions de FCFA



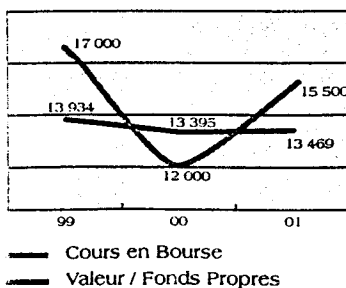
**FINANCEMENT DE L'EXERCICE
 RESSOURCES**
 En millions de FCFA



**EVOLUTION DES RATIOS
 DE GESTION**



EVOLUTION DU TITRE



un accroissement du Fonds de Roulement à hauteur de 1.2 milliards, malheureusement, impacté par un besoin en Fonds de Roulement accru du fait de l'évolution des créances et valeurs rattachées.

Ci-dessous le tableau récapitulatif des investissements.

Tableau des Investissements (en millions de FCFA)

	REALISE 1 999	REALISE 2 000	REALISE 2 001	VAR. 01/00	ACTU 2 2001	VAR. 01 RE / AC
Constructions, agencement & mob.	620	875	1 258	1,45	592	2,14
Véhicules, motos & engins	1 221	1 197	1 479	1,24	1 266	1,17
Outils	151	125	218	1,74	173	1,26
Radio, téléphone & informatique	541	1 023	594	0,58	953	0,62
Compteurs	1 289	1 222	1 324	1,08	1 050	1,26
TOTAL	3 822	4 442	4 883	1,10	4 032	1,21
Exploitation	84%	80%	74%	0,92	85%	0,87
Hors exploitation	16%	20%	26%	1,32	15%	1,77
Renouvellement	59%	60%	58%	0,97	60%	0,96
Extension	41%	40%	42%	1,05	40%	1,06
CAPACITÉ	3 986	4 473	4 091	0,91	4 456	0,92

LES RATIOS FINANCIERS

La liquidité générale de l'entreprise baisse sur l'exercice du fait de l'augmentation des impayés nets sur les clients privés (+ 4 milliards) et de la diminution des comptes bancaires. L'opération de compensation n'améliorera pas ce ratio.

L'autonomie financière mesure le financement de votre Patrimoine par les fonds propres. Ce ratio se dégrade (15% contre 20% sur l'exercice précédent) du fait principalement de la baisse du résultat 2001 et de l'augmentation du total des actifs de l'entreprise.

La durée moyenne de règlement des clients est de 261 jours sur l'exercice contre 290 jours pour l'exercice précédent. Ce ratio s'améliore du fait des règlements de l'Etat au cours de l'exercice.

Dans l'hypothèse d'une distribution de l'année 2001 inférieure de 50% à celle de 2000, le bénéfice net par action baisse d'autant (826 FCFA /action). La rentabilité de l'exercice se dégrade. En effet, nous passons de 6,22% à 3,81% pour le rapport excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires.

De même et compte tenu du faible résultat réalisé en 2001, le ratio de rentabilité des fonds propres baisse de 50%.

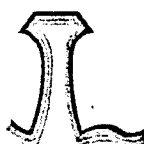
PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2001 qui vous sont présentés et certifiés par les Cabinets ERNST & YOUNG et SIGECO, il ressort :

■ un bénéfice de 547 952 346
 et compte tenu du Report à nouveau antérieur. 559 704 602
 ■ un bénéfice disponible de 1 107 656 948
 que nous proposons d'affecter comme suit :

■ à la réserve légale pour 54 800 000
 ■ à la distribution d'un dividende brut de 618 300 000
 ■ le solde au Report à nouveau, soit 434 556 948

Ainsi chacune des 900 000 actions formant le capital social recevrait un dividende brut de 687 FCFA. Le dividende pourrait être mis en paiement à compter du 30 juin 2002.



BILAN SOCIAL

PERSONNEL

L'effectif au 31 décembre 2001 était de 1603 agents contre 1 623 agents prévus pour l'exercice. L'effectif cadre reste identique à celui de l'exercice 2000, les embauches compensant les départs à la retraite.

Le personnel d'encadrement maîtrise qui représente 28% de l'effectif progresse de 7%. Les employés dont l'effectif représente 65% de la population augmentent également de 7%. La progression globale de l'effectif est de 8% et

repond aux besoins en personnel liés tout à la fois à la croissance de nos activités, à notre contrat d'assainissement et au réajustement des besoins antérieurs non satisfaits. La productivité du personnel appréciée par rapport au nombre d'abonnés augmente tandis que la contraction de notre chiffre d'affaires fait baisser le ratio CA/agents. Les frais de personnel appréciés par rapport à nos produits d'exploitation et le total de nos charges s'affichent également en baisse. Les frais de personnel représentent 20,6% du total des charges.

FORMATION

Ci-joint les statistiques des formations dispensées en 2001 :

BILAN DE L'EXERCICE 2001				
Nature	Stagiaires	Heures	Lieu	Formation dispensée %
Formation continue	642	3 408	Centre des Métiers de l'Eau et Cabinets Extérieurs	Assainissement 5 Technique 15 Informatique 34 Administrative 22 Management 24
Formation initiale	168	11 200	Centre des Métiers de l'Eau	AP/EM/Agents de zone et réseau 65 Caissières 13 Autres 12 Chef clientèle 4 Chef de centre 6
Reconversion	30	12 280	Centre des Métiers de l'Eau	Administratifs 60 Techniques 40

Les formations continues dans le domaine informatique et en management ont été les plus nombreuses. Un nombre important de reconversions ont été réalisées en 2001 (12280 heures). Au cours de l'exercice 2001, 80 actions différentes se sont déroulées, assurées à 44% par les formateurs du CMEAU, le reste

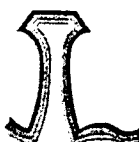
ayant été effectué par les cabinets extérieurs. Cette année, la formation initiale a été relativement importante avec 168 agents formés à 12 métiers différents et 30 agents ont bénéficié d'une formation en reconversion et ont été affectés à 14 métiers différents.

SANTE

Les graphiques ci-contre présentent l'évolution des dépenses de santé des dernières années. Nous avons externalisé avec une clinique la prise en charge de la maladie fin 2000.

Le rapport sinistres/primes de l'assurance cadres 46% est en nette baisse sur 2001 contre 65% en 2000.

Mis à part les Ouvriers, Employés, les coûts de santé pour les Cadres et les Maîtrises restent stables.



COMITE D'ENTREPRISE

Plusieurs commissions existent au sein du Comité d'entreprise :

• Logement et habitat

Cette commission, compte tenu de l'environnement économique, a fonctionné au ralenti.

La première tranche de l'Opération NAWA qui porte sur 85 Logements sera livrée fin janvier 2002.

• CHSCT

Chaque mois des ateliers de formation, de sensibilisation et des séminaires ont été organisés dans les domaines de la prévention des risques professionnels, de l'hygiène et de la sécurité dans les métiers de l'assainissement.

Les résultats en terme de sinistralité sont remarquables notamment en ce qui concernent les accidents de trajet qui ont chuté de 30 à 10 sinistres sur la période.

37 cas avaient été enregistrés en 2000 contre 16 au cours de l'exercice 2001 représentant 275 jours d'arrêt contre 671 sur l'exercice passé.

Les actions de médecine préventive et de vaccination et les visites d'inspection de chantiers se sont poursuivies tout le long de l'année notamment avec le recrutement d'un médecin d'entreprise.

• COSIDA

Un comité a été créé pour sensibiliser et mettre en place une chaîne de solidarité avec les malades du SIDA de notre entreprise.

• Surveillance des fonds.

Le portefeuille titre du Fonds Commun de Placement a perdu 8% de sa valeur sur l'exercice 2001. Malgré cette baisse, l'actif du fonds a enregistré une hausse de 3% pour s'établir à 2 479 millions de F CFA.

La valeur de la part a connu un léger repli de 0,6% passant de 2 115 à 2 103 F CFA au 31 décembre 2001.

Nous avons décaissé dans le cadre du Fonds Social 40 millions pour 257 événements dont 96 décès, 93 naissances, 41 mariages et 27 retraités.

Au cours de l'exercice 2001, 1068 collaborateurs ont bénéficié d'un prêt du Fonds Epargne Emprunt à hauteur de 228 834 000 F CFA.

Soit une moyenne de prêt par collaborateur de 214 260 F CFA.

La boutique du Comité d'Entreprise se veut un canal de diffusion de l'image de la SODECI en utilisant tous les supports à sa disposition.

L'objet de la boutique est de financer à moyen terme, certaines activités du Comité d'Entreprise et de réduire ainsi, la participation financière de la SODECI.

PERSONNEL

	REALISE 1998	REALISE 1999	REALISE 2000	REALISE 2001	VAR. 01 / 00	PLAN 2002	VAR. 02 / 01
IVOIRIENS	1 338	1 381	1 467	1 569	102	1 652	1,05
Cadres	90	96	100	100	0	108	1,08
Maîtrises	389	397	415	448	33	475	1,06
Ouvriers & employés	859	888	952	1 021	69	1 069	1,05
AUTRES AFRICAINS	38	32	30	28	-2	28	1,00
Cadres	1	1	1	1	0	1	1,00
Maîtrises	4	3	3	3	0	3	1,00
Ouvriers & employés	33	28	26	24	-2	24	1,00
ETRANGERS NON AFRICAINS	8	7	7	6	-1	6	1,00
Cadres	7	6	6	6	0	6	1,00
Maîtrises	1	1	1	0	-1	0	1,00
TOTAL	1 384	1 420	1 504	1 603	1,06	1 686	1,05
Dont cadres	98	103	107	107	1	115	1,07
Dont maîtrises	394	401	419	451	1,08	478	1,14
Dont ouvriers & employés	892	916	978	1 045	1,07	1 093	1,12



MANAGEMENT, QUALITÉ ET COMMUNICATION

MANAGEMENT

L'année 2001 a été l'occasion pour SODECI de poursuivre les axes stratégiques définis lors de la réunion objectifs 2001 à savoir :

- ▣ L'amélioration de la satisfaction des clients,
- ▣ Une plus grande décentralisation des tâches,
- ▣ L'amélioration des résultats et le respect du plan.

SODECI a mené sur 2001 plusieurs actions de progrès ou de gestion.

▣ Au titre de la clientèle, la facturation au tiers a montré son efficacité. Les files d'attente sont pratiquement inexistantes. De même les campagnes de déposes systématiques ont permis une amélioration des taux de recouvrement de la Société. Quant aux chartes qualité qui sont entrées en vigueur dans certaines Directions Régionales, elles renforcent le respect des engagements déclinés auprès du client.

▣ Au titre du contrat, une réflexion a été menée en vue d'améliorer le contrat actuel qui vient à échéance en 2007. Cette évolution devrait permettre un meilleur équilibre du secteur et de la SODECI.

D'autres actions participent à la poursuite des objectifs stratégiques 2001. Ce sont :

▣ La formation des Directeurs et des collaborateurs au management et à la qualité en vue de leur permettre de mieux gérer leurs équipes et leurs projets et d'être en phase avec la Direction Générale (définition de vision et de stratégie, exercice du contrôle, management des hommes, plan d'économie, qualité, etc.)

▣ Le diagnostic et révision de CAMPER (prise en compte des outils d'auto diagnostic de la qualité) ainsi que la mise en œuvre de la nouvelle version sous la Direction des 5 membres de la Direction Générale. CAMPER a permis de renforcer le contrôle de la Direction Générale sur le terrain pour l'appréciation des performances individuelles et ce faisant le déclenchement des actions d'améliorations nécessaires.

▣ Le "Risk Management". La DRM est une structure d'alerte de tout le système de gestion et notamment la DRH, la DMG, la DCFCG et la DOI.

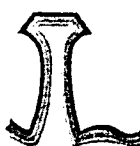
Avec le Risk Management, nous allons passer à la phase opérationnelle avec les audits spécifiques et nous allons développer un tableau de bord qui puise ses informations directement dans la base informatique pour informer la Direction Générale à temps. La détection des gisements d'économie et des vulnérabilités ainsi que la mise en œuvre prochaine du tableau de Bord du Risk Manager permettra de minimiser les risques, d'accroître les gains et de définir de façon précise les risques majeurs.

Nous avons clôturé l'année 2001 avec la journée objectifs 2002 avec comme thème principal le "Contrôle". Ainsi, 3 axes stratégiques ont été adoptés :

- Renforcer le contrôle au niveau de la Direction Générale implique par exemple de : poursuivre CAMPER, renforcer et réorienter le contrôle de la DCP et créer un espace de gestion,
- Intégrer méthodiquement le contrôle aux tâches des actions importantes telles que : former à l'exécution du détail et au contrôle et mettre en place des contrats de performances,
- Associer toutes les hiérarchies au bilan social lors de la rentrée professionnelle du SYNASOD. Aussi, nous avons invité les collaborateurs à intégrer "la qualité, la responsabilité et la traçabilité dans le travail de détail et de terrain" qu'est le contrôle.

Une analyse plus accrue des dysfonctionnements opérationnels à travers le bilan de la Direction du Contrôle et Procédures, ceci couplé prochainement avec les réunions semestrielles de gestion permettra de combattre le non respect des procédures. Le contrôle de la DCP va être renforcé et délocalisé avec une base à Bouaké et une autre à Daloa. De plus, il va être orienté vers un contrôle ciblé et basé sur les éléments fournis par la DB, la DQM, la DRM. Par ailleurs, en cas d'écarts majeurs, nous allons faire jouer la co-responsabilité des acteurs qui sont censés avoir joué pleinement leur rôle de contrôle.

On note aussi que la mise en place progressive du Cycle de Management qui va s'appuyer sur celui du Groupe SAUR permettra de formaliser, planifier et mieux harmoniser les actions.



QUALITE

La SODECI est certifiée ISO Version 94 depuis août 2000 pour ses activités d'exploitation, traitement et distribution d'eau potable, gestion de la clientèle sur l'ensemble du territoire. L'audit AFAQ de suivi N°1 a eu lieu en juillet 2001. Cet audit a relevé zéro non-conformité et 6 remarques avec le maintien de la validité du Certificat concernant le système de management de notre entreprise. Nous mettons le cap sur la préparation de l'audit de suivi 2 en juillet 2002 et jetons les bases de la migration vers ISO 9001 version 2000 et ce, dès le premier semestre 2002. La phase active de migration est prévue en août 2002 et couvrira toutes les structures.

Un audit à blanc avait eu lieu en mai 2001 avec le concours de la Direction Qualité Sécurité et Environnement afin de recalibrer le système avant l'audit AFAQ.

91 audits internes ont été effectués en 2001 et ont révélé 653 écarts. La meilleure formulation des écarts a permis de réduire de manière sensible les délais de traitement et d'augmenter le taux de clôture.

On peut constater un renforcement progressif de la culture qualité au sein de l'entreprise. Une réunion semestrielle de gestion de la qualité a été instituée pour examiner de façon détaillée la mise en œuvre du système qualité au niveau de chaque Direction.

COMMUNICATION

Au début de l'exercice 2001, les services de communication ont été externalisés et confiés à la SIGEC avec comme visions principales de définir et élaborer en commun une politique de communication et de marketing :

Au niveau de la communication, l'objectif est de :

- Faire connaître les succès de SODECI afin de susciter des réactions favorables à travers par exemple l'organisation d'actions de parrainage auprès des étudiants de l'Université de Cocody,
- valoriser l'image de la SODECI (réalisation d'un spot institutionnel de 30 secondes, organisation d'une rencontre d'échanges avec les actionnaires),
- informer les collaborateurs sur la marche de l'entreprise : résultats et perspectives,
- valoriser l'image de la SODECI auprès des médias nationaux.

Au niveau du marketing, il s'agissait de :

- mesurer la satisfaction des clients par rapport à un baromètre (réalisation d'une étude de satisfaction auprès des clients particuliers et des entreprises),
- informer et sensibiliser les clients sur les différents modes de règlement des factures ainsi que les différents services proposés par la SODECI (campagne de qualité de service),
- se rapprocher davantage des clients.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2002

Le Plan pour l'exercice 2002 prenait en compte deux hypothèses de base :

■ Une stabilité socio-politique retrouvée qui devrait permettre un redémarrage économique dès la reprise de l'aide internationale.

■ L'application d'un nouveau tarif de l'eau prenant en compte l'impact des nouvelles dispositions fiscales à hauteur de 1,1 milliard, les augmentations de certaines charges directes (notamment les produits de traitement et l'électricité +650 millions) ainsi que l'application d'un effet rétroactif du prix entre mars 1999 et novembre 2001. Aujourd'hui, le décret d'application du nouveau tarif n'est toujours pas signé et par ailleurs, nous n'avons pas l'autorisation pour appliquer la formule de révision contractuelle.

La compensation des impayés avec l'Etat de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2000 a été signée en janvier 2002 et permettra de compenser 29 milliards d'impayés de l'Etat, de diminuer le déficit du fonds de développement à hauteur de 3 199 millions avec un impact à la hausse sur nos prévisions de travaux.

ACTIVITES EAU

Nous estimons une évolution de 7% du nombre de nos clients (soit environ 600 000 clients fin 2002) pour une production en hausse de 1,5%, supérieure aux prévisions de croissance économique proche de zéro. Cette progression s'appuiera presque essentiellement sur la demande des petits consommateurs grâce aux travaux de densification des quartiers précaires. Nous n'attendons pas une reprise importante de la consommation des industriels - étroitement liée à celle des investissements qui ont chuté brutalement en 2000 et continuent de se tasser.

Notre facturation est maintenue à 124,1 millions de m³ conforme au plan 2002, progressant de 3% grâce à un ratio revu à la hausse par rapport à l'exercice 2001 (0,837 contre 0,825 réalisé en 2001).

AUTRES ACTIVITES

Les travaux liés à l'exploitation ainsi que le nombre de branchements diminuent de 13% par rapport à l'exercice précédent tandis que

les travaux sur fonds de développement augmentent de 80 % par rapport aux prévisions.

L'assainissement bénéficie d'une trésorerie suffisante par la contribution développement pour maintenir une légère croissance (+ 4,5%).

Les autres produits prennent en compte les investissements à nous-mêmes et les compteurs, ils progressent de 17%.

RESULTATS PREVISIONNELS 2002

Globalement, les produits de l'exercice 2002 augmentent de 6,34% par rapport à l'exercice 2001 et sont en baisse de 855 millions par rapport au plan.

La valeur ajoutée ne représentera que 28% des produits d'exploitation contre 30% sur l'exercice 2001. Elle continue de se dégrader du fait de la non application du nouveau tarif et ne permet pas d'absorber l'augmentation de la masse salariale de l'ordre de 5%. L'excédent brut d'exploitation ressortira à 7% du chiffre d'affaires contre 9% en 2001.

Des réflexions sont menées pour mettre en œuvre un plan d'économie qui devrait nous permettre de limiter le déficit estimé sur l'exercice 2002. En effet, l'affectation des dotations aux amortissements et aux provisions conduit à un résultat d'exploitation déficitaire. Les résultats financiers du fait d'une trésorerie prévisionnelle négative sur l'année, ramènerait le résultat net social estimé à -1 600 millions.

L'actualisation du Plan 2002 avec les mesures d'économies fait ressortir un résultat bénéficiaire de 500 millions.

Notre programme d'investissements initialement prévu au plan 2002 tenait compte de l'augmentation des effectifs et des nouveaux centres et devait être entièrement financé sur fonds propres dans la limite de notre capacité d'autofinancement et de notre trésorerie (soit 4,88 milliards de FCFA). Compte tenu de la nouvelle situation présentée, ce programme a été modifié dans la limite de la nouvelle capacité d'autofinancement dégagée et de notre trésorerie disponible (soit 2,760 milliards de FCFA).



ETATS COMPTABLES DONNÉES D'ACTIVITÉS

	REALISE 1998	REALISE 1 999	REALISE 2 000	REALISE 2 001	VAR. 01 / 00	PLAN 2 002	VAR. 02 / 01
EAU							
Nombre d'abonnés	421 417	465 599	509 757	557 739	1,09	598 000	1,07
Abidjan	213 400	235 483	255 720	278 636	1,09	300 794	1,08
Autres centres	208 017	230 116	254 037	279 103	1,10	297.206	1,06
M³ produits (en K.M³)	135 315	137 863	139 201	146 053	1,05	148 296	1,02
Abidjan	93 178	93 692	93 214	99 154	1,06	99 122	1,00
Autres centres	42 137	44 171	45 987	46 899	1,02	49 174	1,05
M³ facturés (en K.M³)	112 993	115 453	114 584	120 538	1,05	124 115	1,03
Abidjan	73 683	74 817	73 991	77 062	1,04	78 807	1,02
Autres centres	39 310	40 636	40 593	43 476	1,07	45 310	1,04
Ratio de facturation	0,835	0,837	0,823	0,825	1,00	0,837	1,01
Abidjan	0,791	0,799	0,794	0,777	0,98	0,795	1,02
Autres centres	0,933	0,920	0,883	0,927	1,05	0,921	0,99
M³ facturés (tranches)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	1,00	100,0%	1,00%
Sociale	22,4%	23,9%	26,0%	25,7%	0,99	25,0%	0,97
Domestique	35,9%	35,5%	35,3%	35,2%	1,00	35,0%	0,99
Normale	10,1%	9,6%	9,4%	8,8%	0,94	9,0%	1,02
Industrielle	12,8%	13,2%	11,9%	11,4%	0,96	12,0%	1,05
Administration	18,8%	17,8%	17,4%	18,9%	1,09	19,0%	1,01
M³ facturés par abonné	268	248	225	216	0,96	208	0,96

BRANCHEMENTS

TOTAL	38 537	35 776	34 485	36 692	1,06	32 784	0,89
Dont subventionnés	35 636	32 712	31 832	33 820	1,06	30 000	0,89
Dont ordinaires	2 901	3 064	2 653	2 872	1,08	2 784	0,97

CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)

TOTAL	34 907	36 703	36 130	35 420	0,98	38 522	1,09
Eau	21 188	21 460	21 183	22 318	1,05	25 998	1,16
Tle & accessoires	5 063	4 725	4 701	4 989	1,06	4 362	0,87
Assainissement	1 523	2 531	2 309	3 042	1,32	3 183	1,05
Travaux	5 067	5 653	5 285	3 314	0,63	2 718	0,82
Production immobilisée	1 234	1 671	1 773	1 263	0,71	1 859	1,47
Autres produits	832	663	879	494	0,56	402	0,81
Dont assistance extérieure	392	283	306	158	0,52	89	0,5
Dont produits accessoires	440	380	573	336	0,59	313	0,9

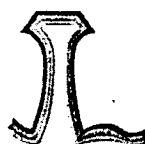
PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA)

Ventes d'eau HT	21 188	21 460	21 183	22 318	1,05	25 998	1,16
Travaux, services vendus	13 279	14 863	14 373	12 766	0,89	12 211	0,96
Autres produits (dont Financier & HAO)	2 258	3 670	2 418	3 261	1,35	500	0,15

TOTAL PRODUITS	36 725	39 993	37 974	38 345	1,01	38 709	1,01
Achats & services	22 660	22 938	21 928	22 624	1,03	22 990	1,02
Autres charges (dont Financier & HAO)	2 174	3 683	2 917	3 468	1,19	2 265	0,65
Charges de personnel	6 415	6 886	7 534	7 809	1,04	8 290	1,06
Amortissements & Provisions	3 225	3 210	3 455	3 766	1,09	3 793	1,01
TOTAL CHARGES	34 475	36 717	35 834	37 667	1,05	37 338	0,99
RESULTAT BRUT	2 250	3 276	2 140	678	0,32	1 371	2,02
Impôts sur le résultat	855	1 244	788	130	0,16	624	4,8
RESULTAT NET	1 395	2 032	1 352	548	0,41	1 160	2,12

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA)

Chiffre d'affaires	34 907	36 703	36 129	35 420	0,98	38 522	1,09
Valeur ajoutée	10 924	12 088	12 375	11 034	0,90	13 767	1,25
Excédent brut d'expl.	4 508	5 202	4 841	3 225	0,69	5 477	1,70
Résultat d'exploitation	1 917	2 032	2 001	155	0,08	1 684	10,84
Résultat brut	2 250	3 276	2 140	678	0,32	1 371	2,02
Résultat net	1 395	2 032	1 352	548	0,41	1 160	2,12



FINANCEMENT (en Millions de FCFA)

	Montant 2001	Montant 2000	Structure % 2001	Structure % 2000	Var. 01/00 Val. absolue	Var. 01/00 %
Amortissements / prov. nets	3 785	3 455	44,61	47,30	310	8,97
Résultat net	548	1 351	6,49	18,49	-803	-59,44
AUTOFINANCEMENT	4 313	4 806	51,11	65,79	-493	-0,10
Avances sur consommation nettes	784	691	9,29	9,46	93	13,46
Emprunts à + d'un an	422	1 070	5,00	14,65	-648	-60,56
Cessions d'immobilisations	2 920	738	34,60	10,10	2182	295,66
Reprises de provisions						
TOTAL RESSOURCES	8 439	7 305	100,00	100,00	1 134	0,16
Investissements (dont financiers)	5 556	4 603	65,84	63,01	953	20,70
Remboursement emprunts à + d'un an	195	195	2,31	2,67	0	0
Bénéfices distribués	1 238	1 100	14,67	15,06	138	12,53
Prêts à plus d'un an	422	1 070	5,00	14,65	-648	-60,56
Accroissement du fonds de roulement	1 028	337	12,18	4,61	691	205,04
TOTAL EMPLOIS	8 439	7 305	100,00	100,00	1 134	0,16

BILAN (en Millions de FCFA)

Immobilisations corporelles et incorporelles	16 043	15 205	18,93	21,11	838	5,51
Immobilisations financières	5 206	4 957	6,14	6,88	249	5,02
ACTIF IMMOBILISE	21 249	20 162	25,08	27,99	1 087	5,39
Stocks	5 516	5 615	6,51	7,79	-99	-1,76
Créances nettes Etat	28 943	28 539	34,16	39,62	404	1,42
Autres créances nettes	15 185	12 345	15,28	17,14	600	4,86
Autres valeurs réalisables	11 942	3 439	14,09	4,77	8 503	247,25
ACTIF CIRCULANT	61 586	49 938	72,68	69,32	11 648	23,32
Disponible	1 904	1 939	2,25	2,69	-35	-1,81
TOTAL ACTIF	84 739	72 039	100,00	100,00	12 700	17,63
Fonds propres	12 122	12 056	14,31	16,74	66	0,55
Provisions	56	661	0,07	0,92	-605	-91,53
Dettes financières et ressources assimilées	13 834	12 822	16,33	17,80	1 012	7,89
dont avances / consommation	10 048	9 264				
CAPITAUX PERMANENTS	26 012	25 539	30,70	35,45	473	1,85
Créditeurs Etat	11 453	9 448	13,52	13,12	2005	21,22
Surtaxes	21 733	18 133	25,65	25,17	3 600	19,85
Surtaxes non encaissées	8 909	7 489	10,51	10,40	1 420	18,96
Fournisseurs	7 523	6 820	8,88	9,47	703	10,31
Autres dettes	6 758	835	7,98	1,16	5 923	709,34
PASSIF CIRCULANT	56 376	42 725	66,53	59,31	13 651	31,95
Crédit bancaire	1 803	2 423	2,13	3,36	-620	ns
TOTAL TRESORERIE PASSIF	1803	2 423	68,66	62,67	13 031	28,86
Bénéfice	548	1 352	0,65	1,88	-804	-59,47
TOTAL PASSIF	84 739	72 039	100,00	100,00	12 700	17,63

RATIOS

	1997	1998	1999	2000	2001
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE					
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,28	1,25	1,27	1,27	1,22
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,11	0,11	0,11	0,11	0,08
Autonomie financière	0,23	0,23	0,20	0,20	0,15
Liquidité générale	1,17	1,14	1,16	1,15	1,09
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,57	0,54	0,47	0,47	0,47
RATIOS DE GESTION					
Rotation des capitaux propres	2,73	3,07	3,11	2,85	2,81
Rotation des stocks	8,66	6,69	6,53	6,12	6,50
Durée du crédit clientèle (en jours)	161	226	280	290	262
RATIOS DE RENTABILITE					
Rentabilité de l'exploitation (en %)	7,77	5,69	5,86	6,22	3,81
Rentabilité des fonds propres (en %)	13,45	13,04	18,23	11,20	4,52

RESULTATS PAR ACTION

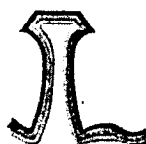
	800 000	800 000	800 000	900 000	900 000
Nombre d'actions					
Bénéfice brut	2 792	2 812	4 095	2 377	754
Bénéfice net	1 408	1 744	2 540	1 501	609
Dividendes de l'exercice	1 100	1 375	1 375	1 375	618
Valeur / Fonds propres	13 093	13 371	13 934	13 395	13 469
Cours de l'action	18 650	14 500	17 000	12 000	15 500



BILAN

ACTIF	Exercice 2001		Exercice 2000	
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
AA Charges immobilisées				
AB Frais d'établissement et charges à répartir				2 990 552
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles				
AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences, logiciels	624 425 284	351 671 682	272 753 602	197 813 704
AG Fonds commercial				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	63 035 897	53 921 006	13 052 326
AI Immobilisations corporelles				
AJ Terrains	432 545 269		432 545 269	426 045 269
AK Bâtiments	8 867 130 880	7 223 864 416	1 643 266 464	2 033 000 332
AL Installations et agencements	4 388 274 638	2 142 232 593	2 246 042 045	2 156 959 680
AM Matériel	17 013 893 320	8 400 251 428	8 613 641 892	8 056 718 824
AN Matériel de transport	6 213 704 703	3 432 119 044	2 781 585 659	2 318 781 152
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ Immobilisations financières				
AR Titres de participation	50 000 000		50 000 000	50 000 000
AS Autres immobilisations financières	5 180 684 611	24 918 576	5 155 766 035	4 907 523 014
AW (I) dont H. A. O. : Brut				
Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	42 887 615 608	21 638 093 636	21 249 521 972	20 162 884 853
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant H. A. O.				
BB Stocks				
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres Approvisionnements	5 570 227 417	53 770 375	5 516 457 042	5 614 852 615
BE En-cours				
BF Produits fabriqués				
BG Créances et emplois assimilés				
BH Fournisseurs, avances versées	99 703 041		99 703 041	17 004 154
BI Clients	55 575 942 679	1 759 066 696	53 816 875 983	48 137 488 178
BJ Autres créances	2 242 870 676	90 159 802	2 152 710 874	1 421 947 797
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	63 488 743 813	1 902 996 873	61 585 746 940	55 191 292 744
TRESORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement	1 118 456 680		1 118 456 680	1 120 365 734
BR Valeurs à encaisser				
BS Banques, chèques postaux, caisse	785 866 105		785 866 105	818 851 063
BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	1 904 322 785		1 904 322 785	1 939 216 797
BU Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	108 280 682 206	23 541 090 509	84 739 591 697	77 293 394 394

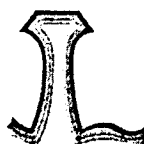
N° d'identification fiscale : 0100984A



BILAN

PASSIF	Exercice 2001	Exercice 2000
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	855 000 000	720 000 000
CG Réserves libres	4 737 024 973	4 737 024 973
CH Report à nouveau	559 704 602	580 374 957
C I Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	547 952 346	1 351 829 645
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds assimilés	168 936 143	217 130 151
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	12 669 612 140	13 407 353 802
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA Emprunts	3 785 730 022	3 558 648 583
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	10 048 140 978	9 264 038 612
DD Provisions financières pour risques et charges	56 150 000	660 832 233
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	13 890 021 000	13 483 519 428
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	26 559 633 140	26 890 873 230
PASSIF CIRCULANT		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	350 034 814	675 017 613
DI Clients, avances reçues	5 234 270 277	3 879 881 254
DJ Fournisseurs d'exploitation	7 522 622 551	6 838 406 597
DK Dettes fiscales	42 095 032 112	35 239 852 571
DL Dettes sociales	1 035 723 985	1 207 453 207
DM Autres dettes	138 893 224	138 044 697
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	56 376 576 963	47 978 655 939
TRESORERIE PASSIF		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	1 803 381 594	2 423 865 225
DT TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	1 803 381 594	2 243 865 225
DU Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	84 739 591 697	77 293 394 394

N° d'identification fiscale : 0100984A



COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES	Exercice 2001	Exercice 2000
ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA Achats de marchandises		
RB - Variation de stocks (- ou +) Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC Achats de matières premières et fournitures liées	5 540 007 819	5 772 193 029
RD - Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)	98 395 673	-306 756 654
RE Autres achats	6 951 665 288	6 396 696 964
RH - Variation de stocks (- ou +)		
RI Transports	864 595 930	804 031 040
RJ Services extérieurs	9 236 824 525	9 260 830 934
RK Impôts et taxes	1 699 556 930	1 348 389 166
RL Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	1 079 891 505	798 261 592
RP Charges de personnel (1)	7 824 814 841	7 531 153 852
(1) dont personnel extérieur 544 260 550	608 180 637	
RQ (Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS Dotations aux amortissements et aux provisions	3 739 894 516	3 455 019 658
RW Total des charges d'exploitation	37 035 647 027	35 059 819 581
	<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>	

PRODUITS

ACTIVITE D'EXPLOITATION

TA Ventes de marchandises		
TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		
TC Ventes de produits fabriqués	22 326 039 333	21 191 936 161
TD Travaux, services vendus	11 496 784 617	12 599 378 702
TE Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)		
TF Production immobilisée	1 255 204 913	1 763 980 541
TG MARGE BRUTE SUR MATIERES	29 439 625 371	30 089 859 029
TH Produits accessoires	244 662 491	572 802 732
T I CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	34 067 486 441	34 364 118 595
TJ (1) dont à l'exportation		
TK Subventions d'exploitation		
TL Autres produits	1 041 259 811	600 685 783
TN VALEUR AJOUTEE	10 893 013 495	12 655 138 848
TQ EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	3 068 198 654	5 123 984 996

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES	Exercice 2001	Exercice 2000
ACTIVITE FINANCIERE		
SA Frais financiers	115 410 962	68 343 245
SC Pertes de change		
SD Dotations aux amortissements et aux provisions	24 918 576	
SF Total des charges financières	140 329 538	68 343 245
<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH Total des charges des activités ordinaires	37 175 976 565	35 128 162 826
<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	748 411 331	615 234 630
SL Charges H.A.O.		89 498 727
SM Dotations H.A.O.		
SO Total des charges H.A.O.	748 411 331	704 733 357
<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	129 784 693	788 281 603
SS Total participation et impôts	129 784 693	788 281 603
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES	38 054 172 589	36 621 177 786
<i>(Résultat net voir UZ)</i>		
PRODUITS		
ACTIVITE FINANCIERE		
UA Revenus financiers	425 231 153	295 912 861
UC Gains de change		
UD Reprises de provisions		
UE Transferts de charges		
UF Total des produits financiers	425 231 153	295 912 861
UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	284 901 615	227 569 616
UH Total des produits des activités ordinaires	37 775 892 888	37 616 493 838
UI RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
	(+ ou -)	599 916 323
UJ (1) dont impôt correspondant		2 488 331 012
		209 970 713
		870 915 854
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK Produits des cessions d'immobilisations	468 072 820	332 870 459
UL Produits H.A.O.	309 965 219	
UM Reprises H.A.O.	48 194 008	23 643 134
UN Transferts de charges		
UO Total des produits H.A.O.	826 232 047	356 513 593
UP RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	77 820 716	-348 219 764
UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS	38 602 124 935	37 973 007 431
UZ RESULTAT NET	547 952 346	1 351 829 645
<i>Bénéfice (+) ; Perte (-)</i>		

N° d'identification fiscale : 0100984A

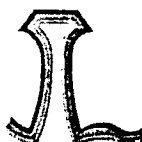


TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions

+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	3 068 198 654
(SA) Frais financiers	115 410 962	(TT) Transferts de charges d'exploitation	338 687 497
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers	425 231 153
(SL) Charges H.A.O.		(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	
(SR) Impôts sur le résultat	129 784 693	(UL) Produits H.A.O.	309 965 219
		(UN) Transferts de charges	H.A.O.

TOTAL (I)	245 195 655	TOTAL (II)	4 142 082 523
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 3 896 886 868 XA	(N - 1) : 4 473 774 282

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 3 896 886 868 - 1 237 500 000 = 2 659 386 868 XB (N - 1) : 3 373 774 282

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
Variation des stocks : N - (N - 1)			
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières		ou	98 395 573
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués		ou	
(A) Variation globale nette des stocks		ou	98 395 573

Variation des créances : N - (N - 1)

(BH) Fournisseurs, avances versées	82 698 887	ou	
(BI) Clients	5 679 387 805	ou	
(BJ) Autres créances	730 763 077	ou	
(BU) Ecart de conversion - Actif (3)		ou	
(B) Variation globale nette des créances	6 492 849 769	ou	

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)

	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues			1 354 389 023
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	684 215 954
(DK) Dettes fiscales		ou	6 855 179 541
(DL) Dettes sociales	171 729 222	ou	
(DM) Autres dettes		ou	848 527
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecart de conversion - Passif (3)		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	8 722 903 823
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		ou	2 328 449 627

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

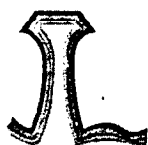
	2001		2000
Excédent brut d'exploitation	3 068 198 654		5 123 984 996
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	2 328 449 627		-3 467 464 324
- Production immobilisée	1 255 204 913		1 763 980 541
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	4 141 443 368		-107 459 869

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

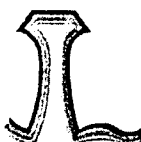
(3) En cours d'adoption

N° d'identification fiscale : 0100984A



	Exercice 2001		Exercice 2000
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	196 431 541		-97 667 525
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles Croissance externe	4 885 492 467	272 130 602	-4 011 832 868
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	474 596 694	195 942 218	-1 187 897 416
FF INVESTISSEMENT TOTAL	5 088 447 882		-5 297 397 809
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
	ou	2 328 449 627	-3 467 464 324
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	2 759 998 255		-8 764 862 133
FI III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	324 982 799	ou	305 978 532
FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1) Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII	194 892 224		-194 892 218
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	3 279 873 278		-8 653 775 819
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	1 237 500 000	3 896 886 868	3 373 774 282
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			
FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)		421 973 663	1 761 100 880
FR Autres dettes financières (2) (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois		784 102 366	
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		3 865 462 897	5 134 875 162
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	ou	585 589 619	-3 518 900 657
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	100 941 191		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	-484 648 428		
FW VARIATION TRESORERIE : 585 589 619	585 589 619	ou	-3 518 900 657
(+ si Emploi ; - si Ressources)			
Contrôle : D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilantielles "			
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			
		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N - 1)	1 417 877 209	ou
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)		ou 2 003 466 828
Variation de la trésorerie (T)	: T(N) - T(N - 1)	585 589 619	ou
TOTAL		2 003 466 828	= 2 003 466 828

N° d'identification fiscale : 0100984A



ETAT ANNEXE

REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2001

Les comptes de l'exercice de douze mois (12) ont été arrêtés conformément aux principes comptables fondamentaux définis dans le référentiel du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) applicables et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis le 1^{er} janvier 1998. Ces comptes sont comparables à ceux de l'exercice 2000. L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation de ces états financiers.

A - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2001. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leurs durées probables d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans

Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériel informatique	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent :

- trois emprunts AFD (PPM, PCI et Assainissement),
- des obligations FNI pour 1 058 Millions FCFA remboursables par tranche de 5 ans sur 20 ans, au taux de 5% et des titres RCI 2,5% sur 40 ans (24 millions). Ces titres sont comptabilisés à leur valeur nominale. Leur valeur actualisée au 31 décembre 2001 avec un coefficient d'actualisation de 20% est de 424 millions FCFA.
- un prêt BICT accordé à l'Etat, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- des dépôts et cautions versés.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs "retours terrains" sont évalués à un coût pré-établi. Les stocks des importations facturées et non arrivées sont comptabilisés en marchandises en cours d'acheminement.

Les dépréciations obéissent à des règles précises et concernent les matériels obsolètes, notamment électromécaniques et les compteurs réformés.



Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble de nos créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Les créances du secteur public et parapublic et compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites, ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation, quels que soient les retards de règlement exception faites des créances sur les sociétés d'Etat en liquidation. Toutes les provisions sont constituées hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) sur la part SODECI nette des avances sur consommations. En ce qui concerne l'activité travaux, les créances sur les entreprises du secteur privé et les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses. Les créances sur les clients eau et assainissement du secteur privé et des personnes physiques sont provisionnées selon une méthode statistique (impayé <= à 3 ans) et à hauteur de 95% des impayés antérieurs à 3 ans.

Au 31 décembre 2001, nous avons porté la provision sur trois Sociétés d'Etat en liquidation à hauteur de 100% de la part SODECI et sur les écarts de la gestion clientèle à hauteur de 30%.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice partiel sur l'exercice clôturé.

Provisions réglementées

La provision réglementée comprend une plus value sous condition de réemploi (article 8 du CGI) réinvestie en 2000 en totalité pour 240 773 285 FCFA. Cette plus value sera reprise au compte de résultat suivant l'amortissement des biens. La reprise pour l'exercice s'élève à 48 millions FCFA.

Dettes financières

Les dettes LMT sont constituées des avances sur consommation versées par nos clients et des emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI.

B - METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE**Production et immobilisation des compteurs**

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

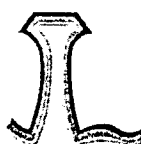
Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli de 14 500 FCFA (diamètre 15) au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issues de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks sur la base du prix du corps soit 3000 FCFA. Ces cessions sont imputées sur les lots de compteurs immobilisés les plus anciens.

Opérations liées aux contrat de concession et d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

Immobilisations : Par application du contrat de concession qui court jusqu'en 2007, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère ce fonds dans ses comptes qui s'élevait au 31 décembre à - 2,9 milliards FCFA. De même, la surtaxe deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994) destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître les surtaxes



facturées non encaissées et les surtaxes encaissées à reverser. Les surtaxes encaissées s'élevaient 21 milliards FCFA au 31 décembre 2001. Conformément au contrat d'affermage, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs, des programmes de renouvellement, de branchements sociaux, du remboursement de la dette, du contrôle.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire) qui en supportera le remboursement par prélèvement sur les comptes de surtaxes et conservera la propriété des ouvrages livrés. L'endettement SODECI est compensé par les immobilisations financières de même montant.

C - AUTRES INFORMATIONS

Engagements financiers (hors bilan)

Il n'est pas fait obligation de constater comptablement les indemnités dues au titre de départ à la retraite pour l'ensemble du personnel. Les droits acquis par le personnel, au titres des "indemnités de fin de carrière" sont évalués sur la base des dispositions de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2001 à 1,75 milliards de FCFA. Les avals, cautions et garanties données sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux.

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

SAUR International	46,07%
Divers ivoiriens	38,46%
FCP SODECI	7,17%
SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%
Divers étrangers	0,25%

Filiales : SODECI détient 13,33% du capital de SC2I (Société de Conception et d'Ingénierie Informatique - Société de droit ivoirien) et 85% du capital de LOGIVOIRE (société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour nos agents.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du SYSCOA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration sont de 26 millions de FCFA.

Evènement post-clôture

La compensation des dettes et créances entre la SODECI et l'Etat de Côte d'Ivoire a été signée le 23/01/2002 à hauteur de 29 milliards de FCFA de créances.